

Pôle Investissement
Direction des Achats, de la Logistique et du Biomédical

Acheteur :
C.H.U. de BREST
Etablissement support du GHT de Bretagne Occidentale
2 avenue Foch
29609 BREST CEDEX

PROCEDURE ADAPTEE

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)

CH PAYS DE MORLAIX

REHABILITATION - EXTENSION DU BATIMENT HISTORIQUE TRAVAUX DE COUVERTURE DE LA CHAPELLE

La procédure de consultation utilisée est la suivante :
Procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique -
version consolidée du 1^{er} avril 2019

Rédacteur : S AGNETTI
Date : 03/02/2025
Référence : 2025DAL0003

SOMMAIRE

PREAMBULE SUR LA REFERENCE AUX TEXTES EN VIGUEUR.....	4
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES.....	5
1.1 OBJET DU MARCHÉ - EMPLACEMENT DES TRAVAUX - DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR	5
1.2 DECOMPOSITION EN TRANCHES – LOTS – PHASES	5
1.2.1 Tranches	5
1.2.2 Lots	5
1.2.3 Phases	5
1.3 OPTION(s)	5
1.5 MAITRISE D'OUVRAGE	5
CENTRE HOSPITALIER DES PAYS DE MORLAIX	5
15 RUE KERSAINT GILLY.....	5
29600 MORLAIX	5
1.6 MAITRISE D'ŒUVRE	5
1.7 CONTRÔLE TECHNIQUE.....	6
1.8 COORDINATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS (S.P.S.)	6
1.9 COORDINATION EN MATIÈRE DE SYSTÈME DE SÉCURITÉ INCENDIE (S.S.I.)	6
1.10 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	6
1.11 FORME DES NOTIFICATIONS.....	6
1.12 OBLIGATIONS DE RÉSULTATS.....	7
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	7
2.1 PIÈCES PARTICULIÈRES.....	7
2.2 PIÈCES GÉNÉRALES	7
ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - RÉGLEMENT DES COMPTES	7
3.1 RÉPARTITION DES PAIEMENTS.....	7
3.2 RÉGLEMENT DES TRANCHES	8
3.3 CONTENU DES PRIX - MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES ET DE RÉGLEMENT DES COMPTES - TRAVAUX EN RÉGIE.....	8
3.4 VARIATION DANS LES PRIX.....	9
3.4.1 Mois d'établissement des prix du marché.....	9
3.4.2 Choix des index de référence.....	10
3.4.3 Forme des prix.....	10
3.4.4 Révision des prix.....	10
3.4.5 Actualisation des prix.....	10
3.4.6 Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	10
3.4.7 Répartition des dépenses communes de chantier.....	10
3.5 SOUS-TRAITANCE.....	10
3.5.1 Désignation de sous-traitance en cours de marché	10
3.5.2 Paiement des sous-traitants.....	11
3.6 APPROVISIONNEMENTS.....	11
ARTICLE 4 – DURÉE DU MARCHÉ - DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS	11
4.1 DATE D'EFFET DU MARCHÉ.....	11
4.2 DURÉE DU MARCHÉ	11
4.3 DÉLAI D'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	12
4.4 PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION	12
4.5 PÉNALITÉS POUR RETARD – PRIMES D'AVANCES	12
4.5.1 Pénalités pour retard d'exécution constaté sur avancement du calendrier d'exécution	12
4.5.2 Pénalité pour absence ou retard aux rendez-vous de chantier	12
4.5.3 Pénalité pour retard dans la remise de documents pendant la préparation ou l'exécution	12
4.5.4 Primes d'avances.....	12
4.6 PÉNALITÉS SPÉCIFIQUES.....	12
4.6.1 Pénalité pour non-respect des dispositions relatives au PGCSPP et au CCTP	12
4.6.2 Pénalité pour retard dans le délai d'anticipation et de communication de certains éléments à l'établissement exécutant le marché, le CHP de Morlaix.....	12
4.6.3 Pénalité pour non-respect des horaires d'intervention	13
4.6.4 Pénalité pour non-respect des règles de confinement de chantier	13
4.6.5 Pénalité pour non-respect des règles de prévention, d'hygiène, de propreté.....	13

4.7	PENALITE POUR NON REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET ABSENCE DE REMISE EN ETAT DES LIEUX	13
4.8	RETENUE PROVISoire POUR RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	13
4.9	PENALITE POUR RETARD DANS LA LEVEE DES RESERVES	13
4.10	PENALITE POUR NON AGREMENT DE SOUS-TRAITANCE	13
4.11	PENALITE POUR RETARD DANS LA REMISE DU DECOMPTE FINAL.....	14
4.12	PENALITE POUR RECOURS A DES TRAVAILLEURS CLANDESTINS	14
ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SECURITE.....		14
5.1	RETENUE DE GARANTIE	14
5.2	AVANCE.....	14
ARTICLE 6 - PROVENANCE - QUALITE - CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....		15
ARTICLE 7- MODIFICATION DE LA NATURE OU DE L'IMPORTANCE DES TRAVAUX		15
ARTICLE 8 - EXECUTION DES TRAVAUX.....		15
8.1	SECURITE ET SURVEILLANCE DES TRAVAUX.....	15
8.2	ECHAFAUDAGE	15
8.3	MAGASINS – BUREAUX	15
8.4	GRAVOIS.....	15
8.5	PROTECTION DES OUVRAGES	15
8.6	MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL.....	15
ARTICLE 9 - RECEPTION DES TRAVAUX - GARANTIES - ASSURANCES.....		16
9.1	RECEPTION.....	16
9.2	DELAI DE GARANTIE	16
9.3	ASSURANCES.....	16
9.4	DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION.....	16
ARTICLE 10 - RESILIATION.....		17
ARTICLE 11 – REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES		17
ARTICLE 12 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....		17
ARTICLE 13 - COMPTABLE ASSIGNATAIRE.....		17

Préambule sur le Groupement Hospitalier de Territoire - GHT

Dans le cadre de la loi du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé, le groupement hospitalier de territoire (GHT) de Bretagne Occidentale (territoire de santé n° 1) a été formé au 1^{er} juillet 2016 par arrêté de l'agence régionale de santé Bretagne.

Le GHT de Bretagne Occidentale est composé des établissements suivants :

- le Centre Hospitalier Universitaire de Brest
2 avenue Foch – 29609 BREST cedex
- Le Centre Hospitalier de Crozon
Rue Théodore Botrel – BP 9 – 29160 CROZON
- Le Centre Hospitalier de Landerneau
1 route de Pencran Lavallot – 29207 LANDERNEAU cedex
- Le Centre Hospitalier de Lanmeur
9 rue Traon Bezedon – 29620 LANMEUR
- Le Centre Hospitalier de Lesneven
Rue Barbier de Lescoat – 29260 LESNEVEN
- Le Centre Hospitalier des Pays de Morlaix
15 rue de Kersaint-Gilly – 29672 MORLAIX cedex
- Le Centre Hospitalier de Saint Renan
17 rue de Brest – 29290 SAINT RENAN
- L'Hôpital d'Instruction des Armées Clermont-Tonnerre
Rue du Colonel Fonferrier – CC41 – 29240 BREST cedex 9
Doté d'un statut de membre associé

A ce titre, l'acheteur est l'établissement support du GHT soit pour le GHT de Bretagne Occidentale :

Centre Hospitalier Universitaire de Brest
2 avenue Foch – 29609 BREST cedex

qui assure la fonction achat pour le compte des établissements parties au groupement, conformément aux seuils de délégation de signature pour les marchés publics et contrats de concession.

Le Centre Hospitalier Universitaire de Brest assure l'ensemble de la procédure de passation du marché et des avenants (article R6132-16 du Code de la santé publique). Il est chargé de signer le marché, les avenants et de les notifier.

Le CH des Pays de Morlaix est le maître d'ouvrage et exécute le marché.

Préambule sur la référence aux textes en vigueur

Cette procédure est passée en application du Code de la Commande publique : décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018, version consolidée au 1er avril 2019.

Les documents de la consultation font référence à ce texte par la mention « Code de la Commande Publique » ou « CCP ».

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché - emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concerne des travaux de couverture de la chapelle dans le cadre de la réhabilitation - extension du bâtiment historique du CHP de Morlaix.

Lieu(x) d'exécution :

Centre Hospitalier des Pays de Morlaix – CHPM

15 rue Kersaint Gilly
29672 Morlaix

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 Décomposition en tranches – lots – phases

1.2.1 Tranches

Le présent marché ne comporte pas de tranches.

1.2.2 Lots

La consultation ne fait pas l'objet d'un allotissement.

1.2.3 Phases

Sans objet.

1.3 Option(s)

Au sens du droit communautaire, les options sont les suivantes :

Le marché comporte des tranches optionnelles (services et travaux)	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non
L'acheteur se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence, pour la réalisation de prestations similaires au sens des articles R.2122-1 à R.2122-9 du code de la commande publique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non

1.5 Maîtrise d'ouvrage

Le maître de l'ouvrage et établissement exécutant le marché est défini ci-après :

Centre Hospitalier des Pays de Morlaix

15 rue Kersaint Gilly
29600 Morlaix

1.6 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

MAITRE D'ŒUVRE :

Mandataire

LAZO & MURE

54, rue Louis Rolland
92120 MONTROUGE

EGIS BATIMENTS CENTRE-OUEST

3, rue Luis Braille – TSA 50851
35208 RENNES CEDEX 2

ACOUSTB

24 rue Joseph Fourier
38400 SAINT MARTIN D'HERES

1.7 Contrôle technique

SOCOTEC

Pôle Construction&Immobilier Bretagne
180 Rue de Kerervern
ZAC de Kergaradec III Résidence Samarkand
29490 GUIPAVAS

Représenté par M BOZEC

Les missions du contrôleur technique sont les suivantes :

- Mission Hand-ERP : accessibilité des établissements recevant du public,
- Mission LE relative à la solidité des existants,
- Mission L : solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables,
- Mission PS : sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme,
- Mission SEI relative à la sécurité des personnes dans les ERP et IGH.

1.8 Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (S.P.S.)

La coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs est de niveau 3 et est confiée à :

VERITAS

26, rue de l'Eau Blanche
29200 BREST
Représenté par M PIGNOL

1.9 Coordination en matière de Système de Sécurité Incendie (S.S.I.)

Sans objet.

1.10 Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'acheteur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, l'acheteur adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, l'acheteur pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

1.11 Forme des notifications

En complément au C.C.A.G. travaux – article 3.1 et en application des articles R.2132-7, R.2132-11 et R.2132-12 du code de la commande publique, les décisions ou informations de l'acheteur ou de l'établissement exécutant le marché, le CHP de Morlaix, au titulaire du marché de travaux pourront être

transmises par le biais de la plateforme PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr> ou à défaut par courrier électronique ou par courrier postal.

1.12 Obligations de résultats

Pour l'exécution des missions qui lui sont dévolues et obligations qu'il doit satisfaire, le Titulaire est soumis à une obligation de résultats à compter de la notification du marché.

Il lui appartient de mettre en œuvre, au regard des prix prévus au marché et à ses avenants, les moyens adéquats pour répondre à l'ensemble de ses obligations et notamment les moyens minimaux définis dans les pièces :

- Antérieures à la notification du marché (sans supplément de prix) :
 - o CCTP et ses annexes ;
 - o Mise au point du Marché ;
 - o Offre retenue ;
- Postérieures à la notification du contrat :
 - o Avenants ;
 - o Travaux modificatifs.

En conséquence, le Titulaire recherchera de façon continue à adapter son organisation afin de répondre parfaitement aux besoins et à satisfaire complètement les objectifs de résultats qu'il a souscrits.

L'obligation de résultat, acceptée par le Titulaire, suppose notamment de sa part le respect ou la mise en œuvre des surfaces, prestations, objectifs décrits au CCTP.

Le paiement de la prestation se fera à hauteur de 60% maximum du montant du marché tant que le résultat demandé ne sera pas obtenu.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

2.1 Pièces particulières

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et les plans dont les exemplaires originaux conservés dans les archives de l'acheteur font seuls foi ;
- Le mémoire technique.

2.2 Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) Travaux issu de l'arrêté du 30 mars 2021 - NOR ECOM2106871A ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de travaux ;
- Le Cahier des Clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 avril 1986 du Ministre de l'économie, des finances et de la privatisation.

Le prestataire déclare bien connaître les pièces. Celles-ci, bien que non jointes matériellement au marché, sont réputées en faire partie intégrante. Le prestataire ne pourra donc en invoquer l'ignorance pour se soustraire aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- Au titulaire et à ses sous-traitants ;
- Au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

3.2 Règlement des tranches

Sans objet.

3.3 Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - travaux en régie

Toute demande de règlement devra être transmise au maître d'œuvre pour validation de l'avancement avant dépôt sur CHORUS PRO par email à l'adresse électronique communiquée par le maître d'œuvre – LAZO & MURE – en début de marché.

Une fois l'avancement validé par le maître d'œuvre, le titulaire déposera sa demande de règlement sur CHORUS PRO.

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique. Pour ce faire, ils doivent utiliser le « portail public de facturation » nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>

-L'identification de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.) ;

SIRET du maître d'ouvrage – CHP de Morlaix : 262 900 095 00015

SIRET du maître d'œuvre – LAZO & MURE : 431 293 877 00038

-Le « code service » permettant d'identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l'entité publique destinataire, lorsque celle-ci a décidé de créer des codes services afin de faciliter l'acheminement de ses factures reçues ; les codes services de chaque unité de gestion et de chaque service seront communiqués aux titulaires lors de la notification du marché : **T**.

-Le « numéro d'engagement » qui correspond à la référence à l'engagement juridique (numéro de bon de commande, de contrat, ou numéro généré par le système d'information de l'entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire ; le numéro d'engagement correspond au n° de bon de commande, ou en l'absence de bon de commande au numéro de marché.

-Les modalités de dépôt des factures sur Chorus Pro sont les suivantes :

Factures à déposer dans « Factures de travaux »

Cadre de facturation : « **A4 – Projet de décompte mensuel déposé par un fournisseur** »

-Les modalités de dépôt des DGD sur Chorus Pro sont les suivantes :

Situation finale + DGD à déposer ensemble

Cadre de facturation : « **A7 – Dépôt du décompte final** »

- Les prix du marché sont hors TVA et sont établis valeur mois de remise des offres (cf page de garde du règlement de consultation). Ils tiennent compte des sujétions diverses qu'est susceptible d'entraîner le fonctionnement en continu de l'hôpital.
- Les prix comprennent les charges de quelque nature qu'elles soient à l'époque de leur établissement.
- Les ouvrages ou prestations faisant l'objet des marchés seront réglés par application d'un prix global forfaitaire pour chaque lot.
- Les comptes sont réglés mensuellement selon les dispositions suivantes : le titulaire présentera une facture (situation n° X) et un état d'avancement en un seul exemplaire, sur lequel figureront le montant des travaux à payer et le montant de l'actualisation le cas échéant.
- Travaux modificatifs : tout changement dans les installations modifiant les conditions initiales des prestations du marché fera l'objet d'un avenant.

En cas de changement important dans la structure de l'entreprise, entraînant ou non la création d'une nouvelle personne morale, le titulaire s'engage à en informer le responsable du marché sous forme d'avenant au marché.

Toute modification de domiciliation bancaire (différente de celle indiquée à l'acte d'engagement) devra être notifiée par écrit à cellule.marches@chu-brest.fr ou transmise à l'adresse suivante :

C.H.U. de BREST
Direction des Achats, de la Logistique et du Biomédical
Cellule marchés publics
2 avenue Foch – 29609 BREST Cedex

Les travaux en moins seront évalués aux prix unitaires de la décomposition du prix global forfaitaire.

Les prix de travaux en plus seront fixés comme suit :

- s'ils concordent avec des ouvrages portés dans la décomposition du prix global forfaitaire aux prix unitaires figurant dans cette décomposition.
 - S'ils sont assimilables à des ouvrages portés dans la décomposition du prix global forfaitaire, aux prix unitaires figurant dans cette décomposition.
 - A défaut, en cas d'ouvrages spéciaux, par négociation entre l'entrepreneur et le maître d'œuvre.
- Le décompte final établi par l'entrepreneur en 1 exemplaire sera remis au secrétariat des services techniques du CHP de Morlaix (15 rue Kersaint 15 rue Kersaint Gilly - 29600 Morlaix) après réception du procès-verbal de réception. Préalablement à l'établissement du décompte définitif, le dernier état d'acompte de l'entreprise ne pourra excéder **98%** du montant du marché. Le solde sera versé dans le cadre du Décompte Général Définitif (D.G.D.).
- Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 50 jours. Le dépassement ouvre de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.
- Conformément aux articles R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est celui appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile en cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.
L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus est également due.
- Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception des factures ou avoirs par la CHP de Morlaix ou la date de fin de réalisation des prestations lorsque cette dernière est postérieure à la date de réception de la facture.
- Toutes les fois que la demande lui sera faite par l'administration du CHP de Morlaix, l'entrepreneur sera tenu d'assurer la fourniture et la location du matériel et de la main d'œuvre nécessaire pour l'exécution des travaux en régie non compris au devis descriptif.

Pendant la durée des travaux en régie, l'entrepreneur conserve la qualité d'employeur à l'égard du personnel détaché et celle de propriétaire à l'égard du matériel ou matériaux fournis ou loués.

3.4 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.4.1 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres : m0 « mois zéro » (cf. page de garde du règlement de consultation)

3.4.2 Choix des index de référence

Les index de référence I choisis en raison de sa structure pour l'actualisation ou la révision de prix est publié au Bulletin Officiel du Ministère en charge de l'Équipement.

L'index BT est le BT 30 « Couverture en ardoises de schiste ».

3.4.3 Forme des prix

Le marché est à prix fermes.

3.4.4 Révision des prix

Sans objet : marché à prix fermes.

3.4.5 Actualisation des prix

Conformément aux articles R.2112-7 à R.2112-11 du code de la commande publique, les prix fermes sont actualisés dans les conditions définies ci-dessous :

Les prix seront actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre (m0) et la date de début d'exécution des prestations (c'est-à-dire l'ordre de service qui notifie le commencement des travaux).

L'actualisation consiste à appliquer aux prix initiaux du marché un coefficient unique calculé à la date de notification ou à la date d'effet de l'ordre de service.

L'actualisation s'effectuera selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times [BT(n-3)/BT_0]$$

P = prix actualisé HT

P₀ = prix initial HT du marché

BT (n-3) = c'est la valeur de l'index du mois de commencement des travaux moins 3 mois (exemple : si la date de commencement des travaux est le 1^{er} septembre 2024, on prend la valeur de l'index BT du mois de juin 2024)

BT₀ = valeur de l'index BT au mois d'établissement du prix du marché

Les prix ainsi actualisés restent fermes pendant la durée d'exécution du marché.

3.4.6 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

3.4.7 Répartition des dépenses communes de chantier

Sans objet.

3.5 Sous-traitance

Tous les éléments ou dispositions qui seront relatifs à la sous-traitance dans le présent marché se feront en application des articles R.2193-1 et suivants du code de la commande publique.

3.5.1 Désignation de sous-traitance en cours de marché

La désignation d'un sous-traitant en cours de marché est constatée par un acte spécial signé par l'établissement exécutant le marché, le CHP de Morlaix, et par le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance, dans les conditions de l'article 3.6.1 du CCAG Travaux.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, l'établissement exécutant le marché, le CHP de Morlaix, notifie au titulaire et à chacun des

sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître à l'établissement exécutant le marché, le CHP de Morlaix, le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

La notification portant acceptation d'un sous-traitant et agrément des conditions de son paiement précise qu'il doit adresser ses demandes de paiement au titulaire du marché ainsi qu'au maître d'œuvre désigné par le marché.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial :

- Une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique
- Le formulaire DC4 : déclaration de sous-traitance
- Le formulaire DC2, rempli par le sous-traitant
- Une attestation d'assurance du sous-traitant
- Un RIB du sous-traitant, si paiement direct.
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.822-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

3.5.2 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant bénéficie du paiement direct conformément aux dispositions de l'article R. 2193-10. du code de la commande publique dès que le montant TTC est supérieur à 600 euros.

Depuis le 01/01/2014, le paiement des sommes dues au sous-traitant est HT.

Le titulaire du marché s'acquitte des sommes dues au titre de la TVA pour la totalité du marché y compris pour les montants sous-traités.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'établissement exécutant le marché, le CHP de Morlaix, au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et à l'établissement exécutant le marché, le CHP de Morlaix.

Rappel : l'établissement exécutant le marché, le CHP de Morlaix, doit agréer chaque sous-traitant via le formulaire DC4.

Tant que ce dernier n'a pas été agréé il ne pourra intervenir sur le site.

3.6 Approvisionnements

En complément des articles 10.4 et 12.1 du CCAG Travaux, les approvisionnements constitués en vue des travaux peuvent être réglés sur les acomptes mensuels sous réserve que le titulaire justifie cet approvisionnement et après accord de l'établissement exécutant le marché, le CHP de Morlaix.

L'acheteur et l'établissement exécutant le marché entendent par approvisionnement la livraison sur le site des travaux des matériels dédiés aux dits travaux.

ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHE - DELAI D'EXECUTION - PENALITES

4.1 Date d'effet du marché

Le marché prend effet conformément à la date indiquée sur la lettre de notification.

4.2 Durée du marché

La durée du marché court à compter de la date d'effet du marché jusqu'à la fin des 12 mois suivants la date de réception du marché : garantie de parfait achèvement.

La durée prévisionnelle des travaux est de 3 mois dont 1 mois de préparation.
Le candidat pourra remettre un planning optimisé, celui-ci sera annexé à l'acte d'engagement.

4.3 Délai d'exécution des travaux

Le délai global d'exécution est précisé à l'article B5 de l'acte d'engagement.
Un ordre de service précise la date à partir de laquelle démarre le délai d'exécution des travaux.
Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, la période de préparation est d'une durée de 1 mois.

4.4 Prolongation du délai d'exécution

Application du CCAG Travaux.

4.5 Pénalités pour retard – primes d'avances

Conformément au CCAG-TRAVAUX, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 10% du montant total HT du bon de commande ou du marché subséquent considéré

Les pénalités ne sont pas révisables.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-TRAVAUX, le titulaire se verra appliquer des pénalités dès le 1er euro dû.

Les pénalités ne sont pas déduites des situations. Elles font l'objet d'un titre de recette émis par la trésorerie.

4.5.1 Pénalités pour retard d'exécution constaté sur avancement du calendrier d'exécution

Application de l'article 19.2.3 du CCAG Travaux.

4.5.2 Pénalité pour absence ou retard aux rendez-vous de chantier

En cas d'absence non excusée par le maître d'œuvre de l'entrepreneur ou de l'un de ses sous-traitants convié à un rendez-vous de chantier ou à une réunion, l'entrepreneur encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de **deux cents euros (200 €)** (tout retard supérieur à 15 minutes équivalant à une absence).

4.5.3 Pénalité pour retard dans la remise de documents pendant la préparation ou l'exécution

Tout retard dans la remise de documents (plans, note de calcul, pièces écrites, attestations d'assurances, documents de méthodologie ou d'ordonnancement, devis de travaux modificatifs, notes techniques, études de détail, plans de synthèse, PPSPS etc...) dont l'établissement est dû par l'entrepreneur dans le cadre de ses obligations contractuelles et plus particulièrement des pièces constitutives du marché, ou consécutivement à la demande expresse du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre, du Coordonnateur SPS, du pilote OPC ou du Contrôleur Technique, entraînera l'application immédiate d'une pénalité de **deux cents euros (200 €)** par jour calendaire de retard et par document. L'absence de réponse aux avis du Contrôleur technique ou visas de la Maîtrise d'œuvre sera pénalisée au titre du présent article.

4.5.4 Primes d'avances

Sans objet.

4.6 Pénalités spécifiques

4.6.1 Pénalité pour non-respect des dispositions relatives au PGCSPPS et au CCTP

En cas de non-respect des dispositions relatives au PGCSPPS et au CCTP concernant l'organisation et de la tenue du chantier, la signalisation, les prescriptions relatives à la gestion des déchets, une pénalité de **deux cents euros (200 € H.T.)** sera appliquée par infraction et par jour.

4.6.2 Pénalité pour retard dans le délai d'anticipation et de communication de certains éléments à l'établissement exécutant le marché, le CHP de Morlaix

En cas de retard dans le délai d'anticipation et de communication à l'établissement exécutant le marché, le CHP de Morlaix, de la date des travaux bruyants, des travaux en zone d'activité, des travaux sur les réseaux techniques existants, des livraisons de **deux cents euros (200 € H.T.)** par infraction.

Délai accordé : 5 jours minimum.

4.6.3 Pénalité pour non-respect des horaires d'intervention

En cas de non-respect des horaires d'interventions indiqués aux pièces marchés ou non-respect des horaires de travaux en heures tolérées, une pénalité de **deux cents euros (200 € H.T.)** sera appliquée par infraction et par jour.

4.6.4 Pénalité pour non-respect des règles de confinement de chantier

En cas de non-respect de la bonne mise en œuvre du confinement de chantier et/ou des obligations de résultats liées au confinement de chantier, des règles d'hygiène et sécurité à l'intérieur de l'hôpital (absence de nettoyage entre le lieu d'intervention et la zone extérieure) engendrant un arrêt de chantier jusqu'à remise en état, une pénalité de **deux cents euros (200 € H.T.)** sera appliquée par infraction et par jour.

4.6.5 Pénalité pour non-respect des règles de prévention, d'hygiène, de propreté

En cas de :

- non-respect d'une des dispositions liées aux mesures de prévention contre les risques infectieux fongiques –RIF ;
- non-respect des règles d'hygiène et sécurité au sein de l'enceinte de l'hôpital (en extérieur et à l'intérieur des locaux) ;
- manquement dans l'étanchéité des cantonnements des zones de chantier et de la propreté des zones en activité ;
- défaut de nettoyage journalier de chantier et d'évacuation des gravats, y compris les locaux mis à disposition par le CHP de Morlaix

une pénalité de **deux cents euros (200 € H.T.)** sera appliquée par infraction et par jour.

4.7 Pénalité pour non repliement des installations de chantier et absence de remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupées par le chantier sont inclus dans le délai d'exécution comme il est dit à l'article 18.1.1 du CCAG travaux. En cas de non remise en état des lieux par l'entrepreneur, et après mise en demeure par l'établissement exécutant le marché, le CHP de Morlaix, sans effet, l'entrepreneur sera passible d'une pénalité forfaitaire de **mille euros (1 000 €)**.

4.8 Retenue provisoire pour retard dans la remise des documents fournis après exécution

Les plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire conformément à l'article 40 du CCAG doivent être remis au maître d'œuvre 15 jours au plus tard après la notification de la décision de réception des travaux.

Sur le dernier état d'acompte, une **retenue de 5% du marché avec un maximum de quinze mille euros (15 000 €)** est opérée sur les sommes dues au titulaire dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du CCAG travaux.

4.9 Pénalité pour retard dans la levée des réserves

En cas de non-respect du délai de levée des réserves notifiée sur le procès-verbal de Réception des travaux par le Maître d'Ouvrage, le titulaire encourt, après mise en demeure préalable de 1 mois laissée sans effet, l'exécution des travaux défectueux et/ou non achevés par une tierce entreprise mandatée par le maître d'ouvrage dans le cadre de la mise en œuvre de l'article 41-6 al. 2 du CCAG travaux.

Tout retard dans la levée des réserves par l'entrepreneur entraînera par jour calendaire l'application immédiate d'une pénalité équivalente au seul fait du constat du retard, une **pénalité de 1/5 000 du montant de l'ensemble du marché, avec un minimum de trois cents euros (300 €)**, sauf si ce retard est dû à un cas de force majeure et s'arrêtera le jour de la date d'effet de la mise en demeure.

4.10 Pénalité pour non agrément de sous-traitance

Toute absence de déclaration de sous-traitance dont l'établissement est dû par l'entrepreneur dans le cadre de ses obligations contractuelles et plus particulièrement des pièces constitutives du marché,

entraînera par jour calendaire l'application immédiate d'une pénalité de **cinq cents euros (500 €)** par jour calendaire après simple constatation, ceci sans mise en demeure préalable.

4.11 Pénalité pour retard dans la remise du décompte final

Tout retard dans la remise du décompte final dont l'établissement est dû par l'entrepreneur dans le cadre de ses obligations contractuelles et plus particulièrement des pièces constitutives du marché, ou consécutivement à la demande expresse du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'œuvre, entraînera par jour calendaire l'application immédiate d'une pénalité de **deux cents euros (200 €)**.

4.12 Pénalité pour recours à des travailleurs clandestins

Si en cours de chantier, il est fait constatation d'un recours à des travailleurs clandestins, il sera appliqué une pénalité de **deux cents euros (200 €)** par ouvrier et par jour ouvrable et ce depuis le jour où le nombre d'ouvriers en situation de travail clandestin est effective sur le chantier.

ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SECURITE

5.1 Retenue de garantie

Dès lors que le montant HT du marché est supérieur à 4 000 €, il sera appliqué une retenue de garantie de 5 % du montant des travaux y compris travaux modificatifs éventuels, en base marché, sur chaque décompte mensuel, jusqu'à la réception. Les 5 % restants seront payés un an après la réception à l'expiration du délai de garantie, du moins si l'entrepreneur a satisfait à toutes ses obligations.

A la demande de l'entrepreneur, cette retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie à première demande. Il ne sera par contre pas accepté de caution personnelle et solidaire.

5.2 Avance

Une avance peut être accordée sauf renonciation écrite du titulaire.

Cette clause ne s'applique pas si le montant du marché est inférieur au seuil de 50 000 € H.T.

Dans le cas où le titulaire souhaiterait le versement de cette avance, il lui sera demandé la production d'une garantie à première demande.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu, ou à défaut, à partir de la notification du marché.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R.2191-6 à R.2191-12 du code de la commande publique.

Cette avance est égale à 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché, si le délai d'exécution n'excède pas 12 mois.

Lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé entre 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance sera mandatée sur le vu d'un projet de décompte présenté par l'entrepreneur.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique.

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant minimum TTC du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque 80% de ces prestations aura été effectué.

ARTICLE 6 - PROVENANCE - QUALITE - CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Conformément au CCTG et CCTP.

ARTICLE 7- MODIFICATION DE LA NATURE OU DE L'IMPORTANCE DES TRAVAUX

Compte tenu du caractère imprévisible des travaux dont la nécessité se découvre en cours de chantier, l'acheteur se réserve la possibilité d'établir un ou des avenants en cours d'exécution du marché afin de formaliser des modifications éventuelles par rapport aux prestations initiales à réaliser.

L'administration se réserve également la possibilité de marchés complémentaires dans les conditions prévues aux articles R.2122-1 à R.2122-9 du code de la commande publique.

ARTICLE 8 - EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 Sécurité et surveillance des travaux

L'entrepreneur est tenu, sous sa responsabilité et à ses frais de veiller à ce que toutes les précautions soient prises pour assurer la sécurité de son personnel, du personnel des autres entreprises, des tiers ainsi que la préservation du matériel administratif. Il devra donner au représentant de l'Administration toutes les facilités pour la surveillance des travaux effectués par lui.

8.2 Echafaudage

L'entrepreneur aura à sa charge tous les échafaudages nécessaires à l'exécution de ses travaux.

8.3 Magasins – bureaux

L'entrepreneur aura à sa charge les installations des magasins et des bureaux nécessaires à ses travaux, à sa comptabilité et à l'emménagement de ses matériels et matériaux sur le chantier. Il lui est formellement interdit de se servir des pièces du bâtiment à cet effet.

8.4 Gravois

L'entrepreneur devra effectuer tous les enlèvements de gravois provenant de ses travaux.

8.5 Protection des ouvrages

L'entrepreneur devra assurer la protection des ouvrages qu'ils soient faits par lui ou par une autre entreprise travaillant sous ses ordres.

8.6 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Il y a lieu d'attirer l'attention de l'entrepreneur sur les faits suivants :

1. La présence dans les services de malades généralement alités pendant toute la durée des travaux ; en conséquence, l'entrepreneur s'engage à accepter toute suggestion sur l'organisation des travaux qui auraient pour effet de limiter les perturbations amenées dans la marche des services. Le personnel employé par le titulaire sera soumis au règlement intérieur de l'établissement et au secret professionnel.
2. La nécessité de respecter le repos des malades d'une façon absolue entre 19 heures et 7 heures.
3. La nécessité d'éviter l'emploi de produits toxiques ou dangereux.
4. La nécessité d'une discipline stricte sur le chantier et en particulier d'éviter rigoureusement les états d'ivresse, les mots, les attitudes et conversations déplacées en présence des malades. Le personnel employé par le titulaire sera soumis au règlement intérieur de l'établissement et au secret professionnel.

ARTICLE 9 - RECEPTION DES TRAVAUX - GARANTIES - ASSURANCES

9.1 Réception

En complément des prescriptions de l'article 41 du C.C.A.G. Travaux, la réception définitive (après levée des réserves) des ouvrages sera subordonnée à la remise de l'intégralité de la documentation définie à l'article « Documents fournis après exécution ».

9.2 Délai de garantie

Sauf stipulations particulières inscrites au CCTP, se conformer au CCAG Travaux.

9.3 Assurances

Dans un délai de sept jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-4-1 du Code civil.
- Au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la date de la réception de la demande.

9.4 Documents fournis après exécution

En complément des prescriptions de l'article 40 du C.C.A.G. Travaux, le titulaire de marché devra fournir deux dossiers :

1- Dossier n° 1 constitué :

- des pièces écrites ou graphiques nécessaires pour assurer l'entretien des ouvrages réalisés,

2- Dossier n° 2 constitué :

- des plans d'installations,
- de tous les documents nécessaires à l'établissement du dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.) y compris tous les procès-verbaux de conformité des matériaux mis en œuvre,
- de tous les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (D.I.U.O.).

Les documents seront remis au maître d'œuvre pour visa.

Le dossier n° 1 devra être impérativement remis au maître d'œuvre au plus tard 15 jours avant la demande de réception. Le dossier n° 2 sera remis au plus tard dans le mois suivant la réception avec ou sans réserve. La non production du dossier n° 2 sera pénalisée dans les conditions de l'article 4.5.

Le dossier des ouvrages exécutés sera remis au coordonnateur S.P.S. pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (D.I.U.O.).

Par dérogation à l'article 29.1.4. du CCAG Travaux, le dossier des ouvrages exécutés sera remis en 3 exemplaires sous format papier et 3 exemplaires sur CD roms.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le ou les titulaires, les dispositions du présent CCAP s'appliquent.

ARTICLE 10 - RESILIATION

Il sera fait application des dispositions des articles 49 à 54 du CCAG travaux.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître de l'ouvrage.

ARTICLE 11 – REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève l'acheteur.

ARTICLE 12 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Dérogations :

L'article 4.3 du C.C.A.P. déroge à l'article 28.1 du C.C.A.G. travaux.

L'article 9.4 du C.C.A.P. déroge à l'article 29.1.4. du C.C.A.G. travaux.

Compléments :

L'article 3.6 du C.C.A.P. complète les articles 10.4 et 12.1 du C.C.A.G. travaux.

L'article 4.7 du C.C.A.P. complète l'article 18.1.1 du C.C.A.G. travaux.

Les articles 9.1 et 9.4 du C.C.A.P. complètent les articles 40 et 41 du C.C.A.G. travaux.

ARTICLE 13 - COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le Trésorier Principal du Centre Hospitalier des Pays de Morlaix est chargé du paiement dans le cadre du marché.